

B A S I S



■ Broadening Access and Strengthening
Input Market Systems

INSTITUTE DES SCIENCES HUMAINES
(MALI)

AMERICAN
UNIVERSITY
(USA)

L'ECONOMIE RURALE A KITA
RAPPORT PRELIMINAIRE

Dolores KOENIG
Tiéman DIARRA
Mama KAMATE

Bamako, Août 1999

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	4
1. Introduction	
5	
2. Le contexte des changements économiques de la zone	6
3. Méthodologie	
8	
4. La population enquêtée	11
5. La vie économique du milieu à fin 1990	
16	
5.1 L'Agriculture	
19	
5.1.2 L'Equipement et l'Elevage	22
6. L'Impact des changements perçu par la population	22
7. Formulations et tentatives des stratégies économiques	23
BIBLIOGRAPHIE	
26	
ANNEXES	
27	

AVANT PROPOS

La présente étude a été réalisée grâce au financement de : Fulbright Hays Bourse PO19A80001 et U.S. National Science Foundation Financement SBR-9870628. La publication a été rendue possible grâce au financement de l'Agence Américaine pour le Développement (USAID) No. LAG-A-00-96-90016-00 dans le cadre de son Programme pour la Recherche Collaborative sur l'Accès et le Renforcement des Marchés des Intrants (BASIS CRSP).

Nous adressons toute notre gratitude à ces différentes sources de financement, pour leur appui à la recherche sur le développement, singulièrement dans les pays du Tiers Monde. Nous remercions aussi l'Institut des Sciences Humaines du Mali, le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique du Mali, l'United States Agency For International Development de Bamako, et le Bureau des Affaires Culturelles de l'Ambassade des Etats-Unis au Mali pour leurs soutiens tant matériel que moral à la réalisation de cette étude.

Nos remerciements s'adressent aux autorités administratives du Cercle de Kita, aux populations des villages de Senko, de Namala et des autres villages environnants pour leur disponibilité totale.

L'équipe de recherche est seule garante des propos contenus dans le présent rapport. Elle espère que cette étude permettra d'attirer l'attention des décideurs, ONG, Associations caritatives, bailleurs etc sur les mutations subies par l'économie rurale dans la zone de Kita pendant les vingt dernières années.

L'équipe.

1. Introduction

En 1977, quand l'un des auteurs de présent rapport (Koenig) venait de terminer la recherche pour sa thèse de doctorat, elle cherchait un emploi sans beaucoup de réussite. Finalement, quelqu'un lui a proposé la possibilité de mener un projet de recherche au Mali, dans la zone de Kita. Ladite recherche sera consacrée aux aspects socio-économiques de l'agriculture dans une zone récemment touchée par la première sécheresse des années 1970. Suite à ce sinistre, les bailleurs de fonds, parmi lesquels l'Agence Américaine pour le Développement (l'USAID), cherchaient une meilleure compréhension des conditions des contraintes sur la production agricole dans les pays sahéliens pour éviter de tels problèmes dans l'avenir. Parmi les nombreuses activités de cette période, l'USAID a financé Purdue University pour mener des études comparatives sur les aspects socio-économiques de l'agriculture dans plusieurs pays, dont le Mali. Au Mali, trois sites ont été sélectionnés pour les recherches : un qui n'était pas loin de Sikasso, un autre au pays Dogon et un troisième à Kita. C'était dans le cadre de ce financement que Koenig s'est retrouvée à Kita en 1977 pour une enquête. Elle s'est occupée des préparatifs (planification de l'enquête, formation des enquêteurs, etc.) jusqu'à la fin 1977 quand elle a été remplacée par un autre chercheur (Allen Fleming) qui a supervisé l'enquête proprement dite sur la campagne agricole 1978.

Une partie des données de cette enquête antérieure a été analysée et publiée depuis longtemps (Koenig 1979, 1980, 1986a ; A. Fleming 1981; M. Fleming 1979) mais la situation décrite dans ces documents a subi des changements importants depuis ces années. Les contextes aussi bien économique que politique ont également changé et l'impact de ces changements sur le milieu rural n'est pas toujours bien compris, malgré le travail de nombreux chercheurs. Donc, notre souhait actuel est de mieux comprendre les changements en zone rurale dans les années passées. L'existence des données de la campagne 1978 nous donne des possibilités extraordinaires pour la comparaison. Si nous avons la possibilité de poursuivre une étude sur les changements socio-économiques dans la zone de Kita, nous avons en même temps la possibilité de répéter (plus ou moins) la même étude qui a été menée en 1978. Cela nous permettra de comparer directement plusieurs aspects socio-économiques de la production agricole dans la zone.

Donc, en mars 1999, l'équipe a commencé à mettre en place un projet de recherche dans deux groupes de villages dans la zone de Kita, un qui se trouve à Namala (42 km au nord de Kita ville) et l'autre qui se trouve à Senko (35 km au sud de Kita). Au moment de ce rapport, les enquêteurs sont sur place dans les villages depuis début mai. Ils sont en train de suivre 60 groupes domestiques dans leurs activités économiques pendant la campagne agricole 1999-2000 ; ils seront là jusqu'au mois de février 2000.

L'objectif de ce rapport préliminaire est double. Avec les résultats, nous voudrions présenter un peu le canevas de la vie économique dans le secteur rural de la zone aujourd'hui. En même temps, nous voudrions faire un premier examen de l'importance des activités en dehors de l'agriculture et des activités dites secondaires dans le domaine agricole (les cultures complémentaires et l'élevage). Au cas où il s'avèrera que les gens mènent beaucoup de ces activités, cela soutiendra notre hypothèse sur l'existence de ces activités et nous permettra d'utiliser les résultats ultérieurs afin d'estimer leur importance. Finalement, ce premier passage nous permet d'estimer le temps consacré aux activités en prenant en compte des caractéristiques comme l'âge et le sexe.

Une analyse approfondie de la vie économique des zones de l'étude doit donc attendre l'an 2000 et les données définitives. Mais le but de ce rapport est plus simple que cela. C'est d'abord d'informer les organismes qui travaillent dans la zone de l'existence éventuelle de cette

base de données. Beaucoup dans la zone de Kita ont parlé d'une façon ou d'une autre avec des membres de l'équipe, mais on a eu jusqu'ici très peu de possibilité de discuter l'enquête en longueur. Deuxièmement, il s'agit de présenter quelques informations sur les premiers résultats, surtout un recensement des groupes domestiques choisis pour l'enquête et un questionnaire sur les activités économiques et la production agricole pendant la campagne passée (celle de 1998-99). Troisièmement, présenter quelques questions que nous voudrions poser et quelques hypothèses que nous espérons tester de façon plus systématique par les données recueillies.

2. Le contexte des changements économiques de la zone.

Arrivée à Kita pour préparer les premières démarches de cette étude en 1994, nous avons été frappée par la croissance de la ville, surtout son marché¹. C'était même avant l'arrivée de la CMDT, mais avec l'arrivée de celle-ci, la croissance a continué, peut-être a même augmenté. Donc, nous pouvons souligner deux facteurs indépendants (mais qui s'impliquent l'un à l'autre à son tour) qui ont changé le cadre socio-économique de la zone de Kita de 1978 à nos jours.

Le premier facteur est la croissance de la commercialisation de la zone, même aux zones rurales, liée sûrement à la libéralisation de l'économie malienne qui a démarré au début des années 1980. En 1978, bien qu'il y avait un marché dans la ville de Kita aussi bien que les marchés hebdomadaires dans certains villages, les prix et les circuits de commercialisation ont été réglés par l'Etat. Ce contrôle ne se faisait pas sans difficulté pour l'administration, les paysans et les commerçants tous étant à la recherche des meilleurs prix et des meilleures conditions d'achat et de vente. Mais l'existence de cette lourde réglementation a rendu clandestines beaucoup de transactions économiques. En 1978, les paysans se méfiaient un peu de nos objectifs et ils ont manifesté une réticence nette en ce qui concerne les questions sur les revenus et même les dépenses. Donc, c'est sûr qu'il y a eu des transactions économiques à cette période qui nous ont été échappées.

Mais nous croyons aussi que ce n'était simplement pas une question de faire les transactions économiques à la cachette ; cette réglementation a aussi étouffé les activités commerciales dans la zone. Bien qu'il y avait les transactions économiques qui nous ont échappées en 1978, l'ampleur prise par l'activité économique que nous trouvons en 1999 ne peut pas se passer tout en cachette. Il y a par exemple les produits dans les villages qui n'existaient guère dans les villages et quelques fois rarement à Bamako en 1978 : les cubes maggis, les bonbons, le pain, même les téléviseurs, etc.

Le bilan des avantages et des inconvénients de cette croissance de commercialisation dans les 20 ans passés devrait attendre la fin de l'enquête ; mais un fait est clair : la zone, en raison d'une combinaison de facteurs, dont la libéralisation économique suite à l'ajustement structurel et l'ouverture générale liée à la démocratisation, ont tous les deux sûrement joué un rôle, est beaucoup plus affectée par le commerce aujourd'hui qu'il y a vingt ans. A son tour, ce fait a eu un impact sur les possibilités économiques ouvertes aux paysans de la zone. Ce rapport ne fera que commencer à apprécier cet impact.

Le deuxième facteur qui a changé le cadre économique de la zone de Kita est l'arrivée de la CMDT (Compagnie Malienne de Développement des Textiles) en 1995. En 1978, Kita était la zone clé pour l'Opération de Développement Rural (ODR) qui s'appelait à cette période

¹ Il s'agit ici de D. KOENIG.

l'OACV (Opération Arachide et Cultures Vivrières) et qui s'est vue ensuite transformée en ODIPAC (Opération de Développement Intégré pour les Productions Arachidières et Céréalières) et puis ODIMO (Opération de Développement Intégré du Mali Ouest). Les Kitois connaissaient bien la chute et le dépérissement de cet organisme, mais il faut noter que les campagnes de 1977 et de 1978 ont été bonnes pour l'OACV. Malgré la sécheresse du début des années 1970, les agriculteurs ont bien produit pendant ces deux années. Un marché a été assuré pour les arachides et même si les paysans se sont souvent plaints de l'augmentation des prix des intrants et la stagnation du prix des arachides, il paraît que le niveau de vie des paysans de Kita était supérieur au niveau de vie moyen des paysans du pays à cette période.

Entre-temps, l'ODIPAC et l'ODIMO ont connu de sérieuses difficultés et en 1995 la CMDT est entrée dans la zone, proposant la culture de coton à côté des cultures traditionnelles de l'arachide et du mil/sorgho. La CMDT a construit une usine, mis en place une direction régionale, et a amené beaucoup de personnel dans la zone. Les paysans, déçus par la mévente de leurs arachides suite à la privatisation de la commercialisation liée à la politique de l'ajustement structurel, ont réservé à la CMDT un accueil chaleureux.

Les paysans espéraient revenir aux bonnes années d'antan, parce qu'en effet la situation de la CMDT est un paradoxe. Malgré la politique des bailleurs de fonds qui accentue la privatisation et la libéralisation, la CMDT, à cause de sa réussite économique (il faut en penser), a échappé un peu à ces contraintes. Dans au moins un sens important pour les producteurs agricoles, elle continue à agir comme un ancien ODR des années 1970. C'est à dire qu'elle offre aux producteurs un marché assuré pour le coton de qualité satisfaisante à un prix établi. Pour les agriculteurs c'est un atout qu'ils ne veulent pas laisser tomber. Mais, c'est aussi un peu en contradiction avec la croissance du marché libre et des autres politiques du gouvernement de la République du Mali.

Malgré cette contradiction, il ne semble pas que la politique de prix de la CMDT ait étouffé l'activité commerciale dans la zone de Kita, au moins en comparaison avec la situation 20 ans auparavant. Ce n'est pas maintenant que nous pouvons apprécier réellement le rôle des différents facteurs, mais il y a deux choses qui sont probablement importantes. D'abord, la culture de coton et l'arrivée de l'infrastructure de la CMDT même ont augmenté le nombre de consommateurs dans la zone. Les paysans qui cultivent le coton aussi bien que le personnel de la CMDT cherchent les vivres et les produits artisanaux sur le marché local, stimulant ainsi ces deux activités. En plus, la CMDT est un des rares organismes commerciaux importants dans la zone qui n'a pas été tout à fait libéralisé; les prix des autres produits agricoles aussi bien que les prix des produits artisanaux répondent aux demandes des consommateurs. En effet, ces deux facteurs peuvent se renforcer en rendant plus viable les marchés des denrées autre que le coton aussi bien que les marchés des produits transformés et artisanaux.

C'est dans ce sens que la CMDT a amené les possibilités à la zone, pas simplement par la promesse de l'argent du coton, mais aussi parce qu'elle vient dans une période de politique qui permet aux paysans qui gagnent d'augmenter leur consommation des articles et de la nourriture produits sur place. Et les politiques nationales, si elles n'encouragent pas toujours ces initiatives des paysans, ne les empêchent pas non plus. C'est dans le contexte de ces changements économiques que nous commençons notre étude.

L'hypothèse clé qui informe cette enquête en 1999 est que la vie rurale n'est plus une vie strictement agricole. S'il y aura la croissance rurale, les initiatives ne devraient pas se limiter strictement au domaine agricole, bien moins à une seule culture. Si nous avons l'intention d'améliorer la vie des habitants ruraux du Mali, il faut comprendre bien sûr la production agricole, mais il faut aussi comprendre la place des autres activités menées par la population de la zone, leurs impacts sur l'agriculture et vice versa. Il faut continuer à chercher les moyens d'augmenter

la production strictement agricole mais il est absolument essentiel en même temps à chercher les autres possibilités économiques pour la zone.

La première étape de l'enquête était d'essayer d'apprécier la gamme d'activités menées actuellement par les villageois dans les deux zones de l'enquête. Nous avons commencé cette enquête par l'établissement d'une liste globale des activités menées par la population. A la fin de la campagne et de l'enquête, nous espérons mieux comprendre comment les gens partagent leurs temps entre ces différentes activités. Avant d'aborder les résultats préliminaires nous allons discuter la méthodologie de l'enquête.

3. Méthodologie

L'enquête se déroule dans deux zones du cercle de Kita. Le choix des zones aussi bien que le choix des groupes domestiques étaient en fonction des choix qui ont été faits en 1977/78. Dans cette période, l'équipe a décidé de travailler dans trois (03) secteurs de base (l'unité de vulgarisation de l'OACV) : un dans l'arrondissement central, un dans l'arrondissement de Djidian et un dans l'arrondissement de Sirakoro. Les trois ont été choisis en fonction de la volonté des villageois de participer à l'enquête aussi bien qu'en fonction de leur taille et leur culture en production du riz (un intérêt de l'étude originale). Bien que le secteur de base n'existe plus, l'équipe a décidé de revenir dans les mêmes zones, mais nous avons laissé tomber de l'enquête le site de l'arrondissement central. Les données de 1978 de cette zone étaient peu fiables et n'ont pas été analysées; donc ce site n'offre pas de possibilités de comparaison.

En 1999, l'équipe travaille dans la zone de Namala dans l'arrondissement de Djidian, quelques 42 km au nord de Kita et dans la zone de Senko dans l'arrondissement de Sirakoro, quelques 35 km au sud de Kita. Ces deux villages-centres sont aujourd'hui tous les deux les chefs lieu de communes rurales, et ils hébergent chacun un chef ZDR de la CMDT aussi bien que d'autres infrastructures socio-économiques, comme les écoles fondamentales, les centres de santé, les marchés hebdomadaires, etc.

Le secteur de base de Namala en 1977/78 comprenait six (06) villages (y compris Namala village) ; tous ces villages font aujourd'hui partie de la commune rurale de Namala, avec d'autres villages qui ne font pas partie de l'enquête. En 1977/78, le secteur de base de Senko comprenait trois (03) villages (y compris Senko) ; comme à Namala, tous ces villages font aujourd'hui partie de la commune rurale de Senko. Dans ce cas aussi, il y a d'autres villages qui ne sont pas touchés par l'enquête mais qui font partie de la commune.

L'enquête de 1977/1978 s'intéressait à la question de l'utilisation de la technologie agricole, comme les charrues et les multiculteurs aussi bien que l'utilisation des intrants comme les engrais et les semences sélectionnées. Elle s'intéressait aussi à la question des stratégies de production agricole au niveau du groupe domestique, les gens qui mangent ensemble et qui cultivent ensemble un ou plusieurs champs collectifs. En 1977, après avoir mené un recensement de tous les groupes domestiques des deux secteurs de base, un échantillon stratifié de trente (30) groupes domestiques a été tiré au sort dans les deux zones. Dans chaque zone, l'intention était de choisir dix (10) groupes domestiques qui utilisaient la culture attelée (les équipés), dix (10)

groupes domestiques qui n'étaient pas équipés mais qui utilisaient soit des engrais, des fongicides ou des semences sélectionnées (dites "modernes"), et dix (10) groupes domestiques qui n'utilisaient ni intrants ni équipements. En effet cette stratégie a été suivie, sauf à Namala où il n'y avait que huit (08) groupes domestiques équipés dans le secteur de base entier. Là, ces groupes domestiques ont été tous choisis, plus douze (12) groupes domestiques "modernes".

Ces soixante (60) groupes domestiques ont été suivi régulièrement (2 fois par semaine) pendant la campagne agricole de 1978 (février à décembre 1978) par les enquêteurs qui leur ont posé des questions sur leur travaux, surtout les travaux agricoles, l'utilisation des outils, intrants, équipements, récoltes, etc., pendant les trois ou quatre jours précédents. Ils leurs ont aussi posé des questions sur les revenus et dépenses effectués pendant cette période.

En 1999, l'équipe a décidé de conserver la même stratégie d'enquête, mais avec des petits changements afin d'améliorer la qualité des données recueillis en 1978. Au niveau de l'échantillon des groupes domestiques (GD), nous avons décidé de suivre les mêmes groupes domestiques qu'en 1978 ou le GD qui suivait par l'héritage le GD original. La population de la zone étant assez stable (du point de vue des familles, et non des individus), cette stratégie a bien marché². A Namala, treize (13) chefs de GD sont ceux qui ont participé à l'enquête de 1978, seize (16) ont été remplacé par des héritiers (normalement jeunes frères ou fils). Un seul a quitté définitivement la zone et il a été remplacé par un nouveau GD, suggéré par le chef de village concerné et ses conseillers selon des critères (surtout taille de GD perdu et l'âge de son chef) de l'équipe de recherche. A Senko, douze (12) chefs de GD sont ceux qui ont participé à l'enquête de 1978, quatorze (14) ont été remplacé par des héritiers, et quatre (04) ont quitté la zone et ont été remplacé par les nouveaux GD.

Donc, il faut avouer que l'échantillon de 1999 n'est ni un échantillon tiré au sort de la population entière des villages concernés ni un échantillon qui conserve la stratification par utilisation des équipements et des intrants originalement prévus. En ce qui concerne ce dernier cas, nous allons voir plus loin que l'utilisation des équipements agricoles dans la zone a tellement augmenté que ce n'est plus le critère clé qui différencie les exploitations. Par contre, l'accès aux intrants est maintenant plus ou moins lié à la production d'une culture soutenue par un ODR (ici la CMDT); l'utilité d'une telle stratification n'est plus claire non plus aujourd'hui.

²Les individus de la zone sont souvent en mouvement (voyages de commerce, exode, navetanat, exploitation des hameaux agricoles, etc.), mais il reste souvent un noyau de la famille sur place. Dans ce sens, une famille donnée peut être assez stable sur place, même si les individus y résidant varient d'une période à une autre.

Malgré les problèmes, il nous semble que l'échantillon choisi de cette façon a quelques avantages. Il nous a permis d'échapper au processus long et coûteux d'un recensement et, plus important, il nous permettra de faire des comparaisons directes avec l'échantillon de 1978. Même si l'échantillon n'est pas représentatif dans un sens strictement statistique, il deviendra clair plus loin qu'il y a une grande variation dans les GD, qui font partie de l'enquête, en ce qui concerne leurs caractéristiques comme leurs tailles, leurs compositions internes, l'âge de leurs chefs, les activités économiques (surtout les activités secondaires). Cet échantillon doit nous donner une image assez fidèle des différentes façons dans lesquelles les gens des différentes couches sociales ont pu faire face aux changements complexes des 20 ans passés, une question qui nous intéresse davantage maintenant.

Bien que la perspective de l'enquête de 1999 est un peu plus large que l'enquête de 1978, nous avons jugé que la stratégie des visites répétitives utilisées en 1978 était à conserver, mais avec des améliorations qui vont fournir une meilleure qualité des données. Nous avons continué à mettre l'accent sur les travaux, surtout les travaux agricoles, les revenus et les dépenses, mais nous avons accentué un peu plus les travaux non-agricoles qui font partie de la vie rurale. Ces informations ont été recueillies en 1978, mais pas aussi systématiquement. Nous avons aussi diminué le nombre de personnes ciblées aussi bien que le nombre de visites. En 1978, chaque GD a été visité deux fois par semaine, pour permettre aux enquêteurs de recueillir des informations sur tous les jours de la semaine, toutes les semaines de la campagne. C'était lourd pour l'enquêteur aussi bien que pour le paysan. Donc, on a diminué le passage à tous les dix (10) jours, l'enquêteur cherchant toujours les informations sur les trois (03) jours précédents. Pour l'analyse, nous avons l'intention de multiplier les informations par les facteurs nécessaires pour avoir une image du temps de travail global, mais nous avons aussi ajouté un petit questionnaire sur les activités nettement importantes sur les jours écartés d'un passage à l'autre.

La première étude a demandé au chef de famille de fournir les informations sur tous les membres de son GD. Entre-temps, beaucoup de chercheurs ont établi que dans ce milieu, le chef n'est pas toujours au courant des activités de membres du GD ; c'était clair que les données de 1978 ont des meilleures informations sur les activités du chef lui-même et quelques membres du GD, mais c'était quasiment impossible pour le chef de fournir les informations de qualité sur tous les membres. Donc, cette fois-ci nous avons choisi un échantillon des individus parmi les membres de GD et l'enquête se déroule au niveau des individus. Dans chaque GD, le chef même est interviewé sur ses propres activités aussi bien que sur des activités qui se déroulent au niveau de la famille (ex. dépenses du patrimoine familial). Selon leur présence dans l'effectif du GD, il y a aussi un homme marié, un homme non-marié, une femme mariée âgée et une femme jeune (normalement mariée) tirés au sort parmi les membres de GD dans ces catégories.

Tout GD ne contient pas les membres dans les cinq (5) catégories. L'échantillon de soixante (60) groupes domestiques comprend 229 individus : 59 chefs de GD (le plus jeune étant parti pour le navetanat), 39 hommes mariés, 28 hommes non-mariés, 46 femmes âgées (qui ont ≥ 40 ans avec une belle fille ou qui ont ≥ 45 ans), et 57 femmes jeunes (< 40 ans).

En plus, le projet a trouvé le financement pour former et associer deux jeunes chercheurs maliens qui voudraient gagner l'expérience dans le domaine de la recherche pour deux études ciblées. Une enquête est axée sur le bétail des paysans, l'autre sur les activités économiques des femmes dites âgées, surtout les femmes qui ont les belles filles qui peuvent les aider pour les travaux domestiques. Sur ces deux sujets il y a toujours très peu d'information et il nous semble qu'ils sont importants à comprendre. Ces deux études viennent seulement de démarrer.

Avant de commencer l'enquête proprement dite, l'équipe sur le terrain (2 enquêteurs à

Namala, 2 à Senko, chacune chargée de suivi de 15 GD) a mené un recensement des membres des 60 GD qui participent dans l'enquête. Elle a aussi passé un questionnaire aux chefs GD sur leur production dans la campagne passée et sur les activités économiques menées par les membres dans cette même période. Ces deux questionnaires fournissent l'essentiel des données pour ce rapport.

4. La population enquêtée

Cette partie présentera des caractéristiques de la population enquêtée. En 1978, la famille étendue, gérontocratique et patriarcale était la base des exploitations agricoles dans la zone. Cela reste le cas aujourd'hui. En 1978, la taille moyenne de tous les GD recensés à Namala était 15,8 ; le nombre moyen présent dans les GD de l'échantillon était 16,9. Aujourd'hui nous avons trouvé une moyenne de 18,43 personnes présentes. Le GD le plus petit a 3 personnes, le plus grand a 50. A Senko, la taille moyenne de GD recensé était 13,9 en 1978; l'échantillon avait en moyenne 14,9 personnes présentes. Aujourd'hui le GD moyen a 18,23 présentes. Le GD le plus petit a 2 personnes, le plus grand, 48.

Les GD coiffés par ces chefs sont le plus souvent étendus, soit un père avec ses fils mariés, soit plusieurs frères mariés, l'aîné étant le chef. Pour connaître le nombre des familles du dernier type, nous pouvons retenir le nombre de GD où les frères du GD sont restés au lieu de continuer leur propre GD. Donc, à Namala, dans 16 des 30 GD il y a des jeunes frères qui sont restés (35 frères au total) et à Senko il y a aussi des frères dans 16 des 30 GD (44 frères au total). Il y a aussi les fils qui sont restés avec leurs pères au lieu de créer leur GD à part. Normalement, celui-ci qu'après le mariage du fils, un jeune homme non-marié restant dans la famille. Donc ce qui importe, est le nombre de fils mariés qui restent avec leur père. Nous pouvons trouver un indice de celui-ci par le nombre de femmes qui se sont identifiées comme femmes de fils du chef du GD. Bien que cela n'est pas un indice direct du nombre de fils mariés qui sont restés (un fils pouvant avoir plus d'une seule femme), ce chiffre est indicatif. A Namala, nous avons 36 femmes des fils de chef de GD et à Senko, 15. Donc, il paraît que les frères ont un peu plus tendance à rester ensemble à Senko, bien que à Namala, les fils restent un peu plus longtemps avec leurs pères avant d'établir leurs propres GD.

En 1978, une femme se disait chef de famille ; elle est aujourd'hui la mère du présent chef de famille, trop jeune en 1978 pour s'appeler chef. Aujourd'hui tous les chefs de GD sont les hommes. Quand le jeune chef (17 ans) d'une famille est tout récemment parti pour le navetanat, sa maman ne devenait pas chef de GD ; sa mère et sa marâtre sont toutes les deux parties avec leurs enfants dans leurs propres familles natales, le GD comme telle ayant disparu³. L'âge moyen des chefs GD à Namala est 54 ans, le médian 53,5 ; le plus jeune a 28 ans, le plus âgé 74 ans. A Senko, l'âge moyen des chefs est 55 ans, le médian 54,5 ; le plus jeune a 17 ans, le plus âgé 89 ans. En 1978, l'âge moyen du chef GD à Namala était 49,1, à Senko, 50,9. Les légères hausses dans la taille de la moyenne de personnes présentes et dans l'âge moyen des chefs sont probablement liées et dues à plusieurs facteurs, parmi lesquels notre méthodologie a retenu les mêmes chefs GD quand cela a été possible. Ceux qui sont restés sont devenus plus âgés. Mais il est aussi possible que l'âge moyen soit le reflet des meilleures conditions de santé dans les villages aujourd'hui. De toutes les façons, il est clair que la grande famille n'est pas en pleine disparition dans ces deux zones.

³Cela étant arrivé en pleine enquête et avec une de ces deux femmes restant au village, on a décidé de continuer avec elle, au lieu de remplacer ce GD par un autre.

Ces GD sont aussi souvent polygames, parmi autres, une stratégie d'augmenter la main d'œuvre disponible par les enfants aussi bien que par les femmes. Nous avons compté séparément le nombre de femmes qui s'identifiaient comme femmes du chef de GD. A Senko, il y a 44 femmes de cette catégorie, une moyenne de 1,47 femmes par chef GD. A Namala, ils sont plus polygames ; les 30 chefs de GD avaient 62 femmes, une moyenne de 2,07 femmes. Donc les hommes continuent à suivre cette stratégie qui consiste à former les grandes familles en se mariant. Les femmes continuent à accepter la polygamie parce qu'elles pensent que celle-là peut alléger leur travail.

Les vieilles femmes restent aussi des membres de ces familles. A Senko, les 30 GD avaient parmi eux 8 mères de chefs de GD et 15 marâtres; à Namala, 7 mères et 10 marâtres. Une des hypothèses que nous allons tester avec les données ultérieures est que ces vieilles femmes qui restent en bonne santé amènent souvent un apport économique important à la famille, ciblant souvent leurs petits enfants.

Mais il ne faut pas penser que ces indices de la taille grande et la structure assez traditionnelle de GD indiquent les familles qui restent traditionnelles au vrai sens du mot. Nous allons voir plus loin les changements importants au niveau économique dans la zone. Bien que nous n'ayons pas des informations directes, ces changements nous amènent à soupçonner que la force de la famille étendue en milieu rural est liée à sa capacité de mieux faire face à ses conditions précaires et aléatoires. Un GD qui est trop petit a peu de capacité de faire face aux problèmes si un adulte tombe malade ou s'il est obligé de partir. Par contre, un GD avec des membres valides des différents sexes, âges et capacités a normalement plus de possibilité de faire face aux conditions variées et changeants du milieu rural, donc la vitalité continue de la famille étendue.

La structure d'âge de la population de la zone est aussi très typique de la population malienne en général. C'est une population très jeune (voir chiffre en annexe). Sur 1100 personnes présentes, 557 (50,6%) ont 15 ans ou moins⁴. La population présente (1100 personnes) a un petit surplus des femmes, 567 (51,5%) femmes contre 533 (48,5%) hommes. Ce surplus est plus accentué dans les tranches d'âge de 15 à 25 ans et 40 à 50 ans, mais il y a un surplus d'hommes à l'âge de 30 à 35 ans. Ce n'est pas clair quelle partie de ce déséquilibre est due à une mauvaise numérotation des âges, mais c'est assez clair que la prépondérance des jeunes femmes (15-25 ans) est liée à une plus grande migration des jeunes hommes, un trait caractéristique du milieu rural malien. Cela se retrouve aussi dans notre échantillon ; il n'y avait que 47% (28 sur 60) des GD de l'échantillon qui fournissait un homme non-marié, un grand nombre étant parti en exode ou définitivement. Pourtant, cette tendance n'est pas trop accentuée et un nombre de jeunes hommes restent au village, surtout après leurs mariages. Et les gens de la zone se marient assez jeunes quand c'est possible; il y a des hommes à une vingtaine d'années qui sont déjà mariés.

⁴Il faut reconnaître que les âges des gens, pris des carnets de famille, ne sont pas toujours tout-à-fait corrects. Pourtant ils donnent une idée générale de l'âge de la personne et son statut social.

Le déséquilibre entre le nombre d'hommes et femmes est dû presque totalement à un fort déséquilibre entre le nombre d'hommes et de femmes à Senko. A Namala, il y a un petit surplus d'hommes, 278 hommes (50,3%) contre 275 femmes (49,7%). A Senko, par contre, il y a 256 hommes (46,8%) contre 291 femmes (53,2%). Pour le moment, nous ne comprenons pas les facteurs qui ont mené à ce fort déséquilibre à Senko. C'est peut-être lié au plus grand niveau de scolarité des ressortissants de Senko (voir ci-dessous), mais le nombre de partants/immigrés indiqué par les GD dans les deux zones est presque identique : 97 à Senko, dont 66 hommes et 90 à Namala, dont toujours 66 hommes. Il faut des enquêtes qualitatives ultérieures pour mieux cerner les facteurs importants. Un autre aspect démographique d'importance est le niveau de scolarisation de la population rurale dans ces deux zones. Comme nous allons voir, le taux de scolarisation reste assez faible, mais il faut aussi remarquer qu'il a monté de façon assez significative depuis 1978. En 1978, 91% de la population totale était sans instruction. Bien que c'est toujours le cas chez les femmes adultes dans notre échantillon, ce pourcentage a baissé dans toute autre catégorie (Tableaux 1 à 4 en annexe). En plus, les jeunes ont un niveau de scolarité plus élevé que leurs aînés, ce qui laisse suggérer que les GD de la zone reconnaissent de plus en plus la valeur de l'éducation et de l'alphabétisation.

Les tableaux 1 à 4 donnent un résumé de la situation de scolarité par âge, sexe et zone. En général, le niveau de scolarisation est plus fort chez les hommes, chez les jeunes, chez les migrants, et aussi dans la zone de Senko. Les trois premières observations sont les caractéristiques typiques du milieu. Les populations étaient plus réticentes en ce qui concerne la scolarisation des filles. Le pourcentage de femmes adultes de Namala qui a fait le premier cycle des études n'est que la moitié du pourcentage des hommes. A Senko, le déséquilibre est même plus fort; le pourcentage d'hommes qui a fait le premier cycle ou plus (29,5%) est presque 4 fois plus élevé que le pourcentage de femmes (7,2%). Mais les attitudes ont peut être changé avec le temps. Maintenant la zone de Senko, où le niveau de scolarisation commence à augmenter sérieusement, l'écart entre la scolarisation des garçons et filles commence à disparaître; bien qu'il reste plus de garçons, un pourcentage important des filles qui fréquentent l'école. A Namala, où le niveau de scolarisation est en général plus bas, l'écart reste important chez les jeunes ; le pourcentage des garçons qui fréquentent l'école est approximativement 3 fois celui des filles.

L'accès des femmes aux possibilités de formation autres que l'école étatique est aussi moins que chez les hommes. Un plus fort pourcentage d'hommes a suivi des cours de l'alphabétisation fonctionnelle ou l'école coranique. Mais il faut noter les quelques femmes de Namala qui ont été alphabétisées (contre 0 à Senko) ; il paraît que ce phénomène est assez récent et est lié aux initiatives de Plan International qui travaille à Namala. Ce dernier met l'accent sur l'alphabétisation, surtout l'alphabétisation des mères.

Les absents (surtout les émigrés - voir ci-dessous) sont en général plus instruits que les gens qui sont restés sur place. Cela n'est pas surprenant dans un milieu où il reste très peu de possibilités d'utiliser une éducation de haut niveau. La plupart des instruits sont obligés de partir en ville pour trouver les emplois intéressants. Notez aussi que l'écart entre le niveau des femmes et des hommes est moins chez les migrants ; dans le cas de Senko, le pourcentage des femmes absentes qui ont suivi les études supérieures est même un peu plus élevé que celui trouvé chez des hommes. S'il y a très peu de possibilités pour les hommes instruits au village, il y a davantage moins pour les femmes.

En général, poursuivre les études supérieures ou même professionnelles oblige les gens

à quitter leur village pour trouver un emploi. En effet, c'est même normalement les vœux de la famille qui voit la possibilité des liens avec les salariés et la ville dans ce processus. Néanmoins la situation a changé depuis l'enquête de 1978. D'abord la politique d'embauche par le gouvernement a changé. En 1978, tout étudiant qui a terminé ses études au niveau du BAC ou supérieur a trouvé un emploi dans la fonction publique ou dans d'autres organismes étatiques⁵. Mais la privatisation de beaucoup de services depuis ce temps a aussi donné aux gens avec certaines qualifications la possibilité de gagner leur vie en brousse. Dans les deux zones, il y a un (Namala) ou deux (Senko) hommes avec le BAC, originaires du village, qui y résident et travaillent⁶. Notamment chaque zone a un infirmier qui est ressortissant d'un village de la zone et qui fait les consultations contre rémunération. Ils gagnent probablement moins que ce qu'ils pourraient gagner en ville, mais les charges sont aussi moins parce qu'ils cultivent à côté. Etant originaires du village, ils ont droit aux terrains de culture et ils ont leurs grandes familles à proximité. Cette situation n'existait pas en 1978 quand il n'y avait ni les cliniques privées ni les infirmiers sans salaires.

Une hypothèse de l'étude est que si le niveau de vie des gens qui vivent de l'agriculture augmente, ces derniers vont dépenser plus au village sur la consommation. Donc, il y aura plus de possibilités à gagner pour ceux qui peuvent fournir les biens et les services dont les gens ont besoin. Le personnel de la santé, les réparateurs de motos et vélos, de radios, de montres, les fabricants de meubles et consort auront tous les possibilités dans les villages. On n'a pas jusqu'ici suffisamment de données pour tester cette hypothèse, mais la petite croissance des instruits aux villages laisse suggérer que ce n'est pas impossible.

Finalement, il y a une différence, assez petite mais nette, sur le niveau de scolarisation de l'échantillon à Senko et celui de Namala. Il y a plus de gens instruits à Senko qu'à Namala. Dans toutes les catégories, le pourcentage sans instruction est moins à Senko qu'à Namala, mais c'est surtout fort chez les hommes absents, où il y a un pourcentage assez important des ressortissants de Senko qui a le DEF ou des qualifications supérieures. A Namala, il n'y a même pas un seul absent qui a fait plus que le premier cycle. Etant donné que l'accès à l'éducation est plus ou moins

⁵Nous voyons les résultats de ce changement de politique même au sein de notre équipe. Quand l'équipe originale a cherché des enquêteurs pour le projet en 1978, nous avons été obligés de recruter et de former les jeunes du niveau DEF, tous ayant une formation plus élevée étant employés. En 1999, tous nos enquêteurs ont au moins le niveau de technicien supérieur et la plupart ont la licence ou le DEA.

⁶La présence des organismes du développement et des écoles en milieu rural a depuis longtemps mené des gens avec des qualifications supérieures en brousse. Mais ce sont souvent les originaires des autres villages, mêmes d'autres zones. Les gens dont nous parlons ici sont des ressortissants du village qui ont décidé de s'installer dans leur propre village.

comparable (c'est-à-dire, au début 1999, une école de premier cycle uniquement dans les deux chefs lieux de commune), nous sommes obligés à penser qu'il y ait des différences attitudes envers l'éducation dans les deux zones.

Jusqu'ici, nous avons parlé surtout de la population présente, mais il y a aussi une population absente, dont nous venons de suggérer l'existence et l'importance. En faisant le recensement, nous avons demandé aux gens d'indiquer aussi les membres des GD qui sont absents. Au total, ils avaient rapporté 187 individus, ou une moyenne de 3,12 par GD. Ces personnes sont un mélange des individus des catégories différentes. D'abord il y a les individus qui vivent normalement au village, mais qui étaient en déplacement au moment du recensement, (par exemple, un vieux chef de GD qui n'y était pas), mais le plus grand nombre sont les individus qui sont partis pour travailler, soit pour l'exode saisonnier soit une migration à longue durée. Il paraît que le plus grand nombre des absents sont de cette dernière catégorie.

Il faut noter que les individus qui sont partis plus ou moins définitivement n'ont pas été systématiquement pris en compte dans l'inscription des individus. D'abord les femmes qui quittent le village pour se marier ailleurs ne sont pas prise en compte. Bien que la famille reste souvent en contact avec ces femmes, elles ne sont plus considérées comme résidentes du village. Par contre, les villageois considèrent très rarement les femmes des ressortissants du village comme absents ; même si le ressortissant s'est marié et a des enfants, les villageois indiquent souvent uniquement l'homme même comme absent. Finalement, il paraît que les absents indiqués comme tels sont ceux qui ont gardé les liens avec le village ; si les liens sont coupés, le GD n'ajoute pas le nom de cette personne à la liste de ses membres⁷. Cette première analyse n'a pas pu mener des observations très raffinées sur ces absents; ce qui suit n'est qu'un premier bilan sur leurs caractéristiques globales. Cette analyse concernera surtout les hommes absents, parce que c'est eux qui amènent l'apport le plus significatif à la famille.

Il y avait 66 hommes absents à Senko et le même nombre à Namala ; à Senko, 31 femmes ont aussi été indiquées, à Namala 24. Parmi les hommes absents de Senko sont retrouvés 26 hommes mariés, 31 hommes non-mariés, et 8 garçons. A Namala, les hommes absents comprenaient 1 chef GD, 14 hommes mariés, 33 hommes non-mariés et 18 garçons. D'une façon générale, les absents de Senko sont un peu plus âgés, un peu plus mûrs. Les lieux de migration

⁷L'équipe a eu une expérience à ce niveau. Un de nos auteurs, Koenig, a fait la connaissance (plus ou moins au hasard) d'un jeune informaticien malien aux Etats-Unis. Il paraît que cet homme était un ressortissant d'un village de l'enquête ; il était même sur le recensement de 1978 comme écolier. Très fort à ces études (ses copains lui ont donné le petit nom "Balla vingt" parce qu'il avait le plus souvent 20 sur ses devoirs, la note la plus élevée), il a reçu une bourse d'excellence après son BAC et il est parti à l'étranger. Notamment le chef de son GD n'a pas ajouté son nom à la liste des membres ; il disait plus tard qu'il n'a pas vu ce jeune pendant plusieurs années. Il y a sûrement d'autres cas comme ça dont nous n'en connaissons rien.

sont assez différents pour les deux zones aussi. Les absents de Senko sont surtout à Bamako ou Kati (30 sur 66 ou 45%) ; 15 (23%) se trouvent dans les villes de la première région, surtout Kayes (6) et Kita (6). Onze (17%) seulement sont à l'extérieur, et ils sont surtout dans les pays frontaliers, 6 en Côte d'Ivoire et 3 en Guinée. Les autres se retrouvent dans d'autres villages de la zone (4) ou dans les autres régions du Mali (3). Les travaux qu'ils font sont assez variés. Le plus grand nombre (24 ou 36%) continue à travailler dans l'agriculture ; 11 (17%) font le commerce. Parmi les autres il y a un menuisier, un électricien, un pâtissier, un comptable, un agent d'hôtel, un fonctionnaire, un fonctionnaire à la retraite, des chauffeurs, des enseignants (4), et un qui fait la soudure, un autre qui fait la peinture. Il y a aussi 7 étudiants. Il n'y a qu'un seul homme absent dont le travail est inconnu.

Le sort des absents de Namala est tout autre. D'abord ils sont partis plus loin ou pas du tout loin. Il y a un plus fort pourcentage à l'extérieur (22 sur 66, 33%), et le plus grand nombre parmi eux se trouve au Gabon (9). Il y a aussi 2 en Espagne, 4 en Libye, aussi bien qu'un en Guinée, un en Mauritanie et 5 en Côte d'Ivoire. Par contre 11 (17%) sont restés dans d'autres villages de la zone; 20 (30%) sont dans la première région, surtout à Kita (11) et à Kayes (6). Il n'y a que 8 (12%) à Bamako et 3 dans les autres régions du Mali. La distance franchie par beaucoup a sûrement eu un impact sur les liens avec leurs villages d'origine. Dans 17 sur 66 cas (26%), les membres de GD ignorent l'occupation de l'homme absent. Parmi les autres, ils disent que 12 (18%) ne font rien ; 10 (15%) travaillent dans l'agriculture, 6 (9%) font le commerce. Parmi les autres il y a un berger, un bûcheron, un tailleur, un électricien, un photographe, des chauffeurs, et des ouvriers. Il y a aussi 12 étudiants, un parmi eux fait des études coraniques.

Il paraît que le plus fort niveau de scolarité parmi les absents de Senko les a permis de trouver des travaux ici dans des villes du Mali, ce qui leur permet de garder les liens plus étroits avec leurs villages d'origine et de les aider de trouver les projets de développement et des financements pour des initiatives de développement. Le village de Senko et ses voisins a pu participer à trois jumelages avec des villes étrangères, ce qui a amélioré l'école et a amené d'autres petits projets au village. C'est un net contraste par rapport à la zone de Namala qui a très peu d'initiatives de développement à part les activités de la CMDT. Récemment le Plan International s'est installé dans le village de Namala, mais les autres villages ont très peu d'initiatives. L'enquête va suivre un peu l'impact de ces liens avec les migrants et les possibilités qu'ils amènent aux parents restés au village.

5. La vie économique du milieu à fin 1990.

Entré dans les villages de la zone de Namala et la zone de Senko, on est tout de suite frappé par l'ouverture de la zone de Senko en comparaison de celle de Namala. Les trois villages de la zone de Senko paraissent tous intéressés dans les projets de développement, dans les nouvelles possibilités économiques et sociales. Par contre les villages de Namala semblent plus enfermés, un peu moins ouverts aux nouvelles possibilités. C'est une différence qui persiste quand l'étranger connaît mieux les deux zones. La vie des enquêteurs est un peu plus confortable à Senko ; il y a plus d'« intellectuels » dans le village, un esprit qui rend la population plus compréhensive, le travail plus facile. Par contre, le travail à Namala reste une sorte de défi. Les gens de Namala village même racontent une histoire de refus aux nou-veautés ; dans le passé, leurs ancêtres vivaient plus proche de l'actuelle ville de Kita, mais quand les Français sont venus, ils ont fui. Par la suite, ils ont refusé toute initiative du colonisateur, et il paraît qu'ils n'étaient pas beaucoup plus ouverts aux tentatives de leur propre gouvernement non plus ; certains projets ont apporté un petit changement. Donc, le niveau de scolarisation est plus bas et la participation dans les projets de développement est moins élevée.

Les villages de Senko, par exemple, s'intéressent plus dans les jumelages avec les villes

étrangères, ils participent à trois différents jumelages. Ils ont aussi des caisses villageoises. Mais comme nous allons voir plus loin, ce sont les villages de Namala qui produisaient plus de coton, qui s'intéressaient plus dans les interventions de la CMDT. Donc ils ne résistent pas toute nouveauté.

Une deuxième différence dans les deux zones se trouve dans leur écologie. Namala, se retrouvant à quelques 70 km au nord de Senko, est un peu plus sec. En 1978, la moyenne pluviométrique des dix ans passés était 737 mm à Namala et 992 mm à Senko. Plus récemment la moyenne (sur une période de 20 ans) s'est ramenée à 922 mm à Senko. Senko est aussi dans une zone plus accidentée qui s'approche des Monts Manding. Donc les possibilités agricoles sont un peu différentes dans les deux zones.

Une troisième différence est que la population de Senko est surtout constituée de Peuls du Birgo, les Peuls sédentaires qui parlent maintenant le Malinke comme leurs voisins. Parmi eux, il y a un village avec une forte proportion de Malinke, surtout des familles forgerons. A Namala, la population autochtone est presque exclusivement constituée de Malinke. Dans les deux zones, il y a aussi quelques groupes domestiques Peuls (de souche nomade) ; ces familles (présentes déjà dans l'enquête 1978) s'occupent surtout de l'élevage, souvent chargés des troupeaux des villageois de la zone. Il y a aussi d'autres étrangers qui ont vécu assez longtemps dans la zone, par exemple un maître coranique soninke dans la zone de Namala.

Pourtant, il ne faut pas trop exagérer les différences entre les deux zones. En 1978, les agriculteurs des deux zones ont été tous les deux des producteurs importants de l'arachide et ils ont travaillé avec l'OACV. Maintenant, ils continuent à cultiver les arachides et le mil/sorgho, et beaucoup ont commencé à cultiver le coton. Ils achètent les animaux quand leurs moyens le permettent, et ils vendent leurs produits et achètent les produits de première nécessité aux marchés hebdomadaires et à Kita. Ils ont vivement participé aux élections récentes menées dans le cadre de la décentralisation. Les rapports futurs vont développer la question des différences entre les deux zones pour voir si celles-ci plus ou moins importantes que les différences à l'intérieur de chaque zone.

Si une hypothèse de notre enquête est que l'économie rurale devient de plus en plus diversifiée, on ne le saurait pas à partir de premiers entretiens avec la population. Ils avouent, tous, hommes et femmes, être des agriculteurs d'abord. Parmi les adultes dans le recensement des GD de l'échantillon, 91% (108 sur 119) des hommes adultes de Senko, 86% (94 sur 109) des hommes de Namala, 89% (136 sur 152) des femmes adultes de Senko, et 91% (137 sur 150) des femmes adultes de Namala disent que leur première occupation est l'agriculture. Ils s'identifient en effet comme des agriculteurs. Et c'est vrai qu'ils passent beaucoup de temps dans leurs champs, cultivant une variété d'espèces.

Il faut demander des informations sur une deuxième occupation, ou bien des autres activités en général pour se rendre compte que c'est rare de trouver une personne n'ayant qu'une seule activité. Notre analyse définitive va voir la répartition empirique entre le temps mis sur l'agriculture et les autres activités aussi bien que les revenus de ces différentes activités afin de mieux comprendre leur rentabilité en comparaison avec l'agriculture proprement dite. Les données ne sont pas encore disponibles, étant en pleine campagne agricole. Mais nous avons quand-même quelques indications de l'importance des activités dites souvent secondaires, mais d'importance clé dans la vie des villageois.

Dans le recensement, l'équipe a demandé une activité secondaire aussi bien qu'une activité primaire. Parmi les hommes adultes de Senko, 25 sur 119 (24%) n'avaient pas d'activité secondaire connue, mais parmi les autres, il y avait plusieurs activités. Pour 9 qui ne citaient pas

l'agriculture pour l'activité primaire, c'était l'activité secondaire ; 9 ont déclaré le jardinage, 7 la chasse, 14 la forge, 17, la construction et 17 le commerce. Il y avait aussi quelques-uns qui ont fait le berger, la pêche, la cueillette, la maçonnerie, la menuiserie, la couture, le tissage, la fabrication des cordes ou des nattes, le transport, la réparation des vélos ou motos, la médecine traditionnelle, la vente de produits pharmaceutiques, le maraboutage et la musique (21 au total). A Namala, c'était plus ou moins la même chose. Dans cette zone, 30 sur 109 (28%) n'avaient pas d'activités secondaires connues, mais pour 5 c'était l'agriculture, pour 14 le jardinage, pour 7 la chasse, pour 20 le commerce. Il y avait aussi quelques navetanes, bergers, pêcheurs, boulangers, maçons, tailleurs, cordonniers, un détenteur de caisse villageoise, un infirmier, un féticheur, un maître coranique et des étudiants, des ouvriers, et ceux qui font la vannerie, la construction, les travaux domestiques. Ces deux listes d'activités très variées comprennent les activités dites "traditionnelles" aussi bien que celles dites "modernes". Ils demandent des formations et des capacités assez variées et ils suggèrent que les connaissances et les ressources humaines dans les villages sont assez importantes.

La liste des activités secondaires ne semble pas être aussi diversifiée chez les femmes. Une bonne partie considère qu'elles n'ont pas d'activités secondaires (28 sur 152 à Senko ; 19 sur 150 à Namala) ou elles considèrent que le ménage est vraiment l'activité secondaire la plus importante (35 à Senko, 40 à Namala). Mais les autres ont mentionné un nombre d'activités, surtout le jardinage, considéré comme occupation secondaire par 45 femmes à Senko et 73 femmes à Namala. En plus, à Senko, il y en a qui font l'agriculture, la cueillette, la poterie, le filage de coton, la tresse et le commerce comme activités secondaires. A Namala, quelques-unes font l'agriculture, la cueillette, le filage de coton et le commerce. En contraste aux hommes, le plus grand nombre de ces activités secondaires utilisent les connaissances dites "traditionnelles" au lieu de nouvelles capacités. Une demi-exception est le jardinage, qui utilise les techniques souvent "traditionnelles", mais dans lequel les femmes cultivent souvent des légumes récemment connus comme la salade et les carottes.

Le recensement n'a permis qu'aux individus de déclarer une seule activité secondaire; pourtant beaucoup de gens entreprennent plusieurs activités. Donc il faut aussi se référer au deuxième questionnaire, cela sur la campagne passée, où les enquêteurs ont systématiquement demandé les informations sur une longue liste des activités. Ces données montrent clairement que les gens de ces deux zones mènent beaucoup d'activités, à côté de l'agriculture.

Les gens continuent d'abord à utiliser la brousse qui les entoure. La cueillette est répandue, surtout la cueillette de karité (il y a au moins une personne qui le fait dans 55 des 60 GD de l'enquête) et de néré (54 GD). Mais d'autres cueillent aussi le dougoura (17 GD), le zaban (14 GD), le n'tomonon (13 GD), le tamba (11 GD) et le tamarin (17 GD). Quelques GD ont des membres qui cherchent des espèces moins bien connues, par exemple, le tabanoko (4 GD), le m'pekou (4 GD), le bimbé (5 GD), le bourin (3 GD), et d'autres. Quelques 48 sur 60 GD avouent qu'au moins un membre a gagné de l'argent de la vente des produits de cueillette, soit les fruits, soit les produits transformés.

La prochaine utilisation de la brousse est l'apiculture, faite par 35 individus de 26 GD différents ; 14 GD avaient des individus qui vendaient le miel ou la cire. Il y a aussi la chasse, entreprise par 23 individus dans 22 des 60 GD ; 10 GD ont vendu la viande pour gagner de l'argent. Finalement, bien que ces deux zones soient relativement éloignées des grands fleuves, 6 individus dans 6 GD, plus un nombre inconnu des individus dans deux autres GD ont fait la pêche ; dans 2 GD, les individus vendaient le poisson frais ; dans une autre, le poisson fumé aussi bien que frais.

Les gens mènent aussi d'autres activités, surtout l'artisanat et le commerce. Presque deux

tiers des GD ont un ou plusieurs membres qui font l'artisanat ; 95 individus dans 38 GD faisaient l'artisanat. Parmi eux, 59 individus dans 32 GD vendaient au moins une partie de leur production. Les gens fabriquent les nécessaires pour la vie quotidienne au village : les cordes, les nattes, les taras, les tamis, les vannes, aussi bien que les habits (les tailleurs, la broderie). Il y a aussi quelques forgerons et potières. Ils fournissent aussi les services dont les gens ont besoin : la soudure, le transport, la réparation des vélos, des motos et des poste-radios, le tressage, et les métiers associés à la construction (la maçonnerie, la menuiserie, la peinture). Il y a aussi un boulanger dans un village. Bien que toutes ces activités n'occupent pas les gens à plein temps, elle apportent des revenus à ceux qui les pratiquent.

La commercialisation croissante a aussi encouragé le commerce, entrepris par 78 personnes dans 46 GD. Beaucoup de ce commerce est à une petite échelle, mais il y a au moins un individu qui s'occupe d'une boutique qui fait les transactions d'une centaine de mille de francs CFA pendant le mois.

Il y a aussi les possibilités de travail payé à la tâche dans les villages, réclamé par 42 individus dans 26 GD, dont quelques-uns sont en effet les émigrés. Mais beaucoup gagnent l'argent en faisant les travaux agricoles pour leurs voisins. Ceux qui ont des boeufs de labour et les équipements à louer peuvent bien gagner. Les gens qui possèdent les charrettes font le transport de matériaux de construction, bois de chauffe, etc. contre l'argent. Il y a d'autres qui fabriquent les briques ou construisent les haies vives ou les autres clôtures des jardins. En plus, 26 GD reçoivent aussi l'argent des émigrés, ce qui leur permette de payer les services aux fournisseurs.

Les gens qui ont la capacité de produire les biens ou les services recherchés par la population, soit par leurs propres activités artisanales, soit par les prestations, soit par des liens commerciaux, ont la possibilité de gagner de l'argent en dehors de l'agriculture. La première étape faite ici était d'établir que ces capacités existent et sont utilisées au niveau du village. La prochaine étape sera une analyse de la rentabilité de certains de ces travaux afin de réfléchir sur les possibilités de développer davantage ces capacités pour le développement des individus et des villages.

Le relevé des activités journalières qui fait partie de l'enquête permettra d'évaluer le temps que les gens utilisent pour ces activités variées. Les fiches sur les revenus et les dépenses nous fourniront des informations sur l'argent gagné dans ces activités et les investissements que les gens font. C'est notre hypothèse que l'existence de ces activités variées permet aux gens de mieux faire face aux conditions du milieu rural où les revenus à l'agriculture pluviale restent toujours assez précaires. En plus, nous voudrions tester l'hypothèse que les plus grandes familles feront une gamme plus diversifiée des activités, parce que la plus grande quantité de main d'oeuvre disponible permet à des gens qui en ont les capacités d'abandonner l'agriculture. Par contre, la capacité de mener une activité spécialisée (comme l'infirmier, le forgeron) donne aux individus et à la famille la possibilité de gagner l'argent liquide pour des investissements dans l'agriculture aussi bien que dans d'autres domaines. Ces hypothèses attendent la fin de l'étude pour être confirmées ou réfutées, mais s'elles s'avèrent vraies, une stratégie de mitiger la pauvreté en milieu rural pourrait se pencher plus sur les activités non-agricoles dans ce milieu.

5.1 L'Agriculture.

Nous revenons en fin de compte à l'agriculture parce qu'il n'y pas de groupes domestiques dans l'échantillon où il n'y a pas au moins un individu qui cultive. Même dans les familles des bergers, où le chef de GD ne cultive pas, sa femme ou sa belle fille a normalement des champs

pour nourrir la famille. La vaste majorité voudrait produire la plupart de sa nourriture.

Les paysans de la zone ont les exploitations plus ou moins typiques du pays. Les champs collectifs, gérés par le chef du GD (ou un de ses frères ou ses fils, s'il est vieux ou invalide) sont complétés par les champs individuels des hommes et des femmes. Ce n'est pas dans toutes les familles que les hommes ont des champs individuels. Même dans un seul GD, il se peut que quelques hommes aient des champs individuels et que d'autres n'en aient pas. Dans notre échantillon, la plupart des hommes ont leurs propres champs. Mais 4 hommes mariés et 3 hommes non-mariés à Senko et 3 hommes mariés et 1 homme non-marié à Namala n'en ont pas. La quasi-totalité des femmes dans l'échantillon ont des champs individuels ; pendant cette campagne, seulement deux (1 à Senko, 1 à Namala) n'ont pas de champs ; elles sont toutes les deux des femmes très âgées, non plus valides.

La zone de Kita était connue comme une zone de culture d'arachide et de mil/sorgho. Pendant longtemps, elle a été encadrée par l'OACV/ODIPAC/ODIMO qui a toujours encouragé la production de ces deux cultures. Même aujourd'hui, Radio Mali désigne souvent la zone "la capitale des arachides". L'arachide se vend aussi bien parce qu'elle constitue le principal condiment utilisé dans la sauce dans la région. La CMDT a proposé aux paysans de cultiver le coton au lieu de l'arachide pour gagner de l'argent, et beaucoup de paysans s'intéressaient dans ces nouvelles possibilités, mais beaucoup continuent aussi à cultiver l'arachide. En plus, la plupart des agriculteurs continuent à cultiver le mil et le sorgho, surtout le sorgho, pour leur propre nourriture de base.

Les autorités de Kita, surtout celles qui s'occupent du développement, sont en train de s'interroger sur l'impact de l'arrivée de la culture du coton sur la situation alimentaire de la population. Beaucoup croient qu'il y a une crise alimentaire dans les villages, parce que les paysans ont laissé tomber la culture du mil et du sorgho au profit du coton, et le coton ne se mange pas. Beaucoup trouvent le prix des mil/sorgho du marché de Kita, assez élevé et plus élevé que dans les années passées.

Notre enquête, dans deux zones, ne peut pas rendre clairs tous les aspects de ce problème. En plus, nos propres données sont un peu contradictoires sur cette question. Le questionnaire sur la campagne passée (1998-1999) a demandé les informations sur les cultures importantes et les quantités récoltées dans les champs collectifs aussi bien que dans les champs individuels. Mais nous avons demandé aux paysans d'estimer le poids de leur récolte. Beaucoup savaient le poids exact du coton, mais c'est moins sûr que les estimations de la production de mil et sorgho (souvent mis directement dans un grenier) soient valables.

Dans les champs collectifs, les paysans continuaient à produire le sorgho et le mil. A Namala, 25 sur 30 GD avaient des champs collectifs de sorgho ; à Senko, 26 sur 30. A Namala, ils y avaient aussi 3 champs collectifs de petit mil ; à Senko 8. La production des céréales sur ces champs collectifs à Senko a été estimée à 40.300 kg ; à Namala à 37.640 kg. Selon les paysans il y avait très peu de production de ces deux céréales en dehors de la production sur les champs collectifs. Si ces estimations sont bonnes, la production est en dessous de l'autosuffisance. A Senko, avec une population de 547 présents, il y avait une production moyenne de 73,67 kg/personne ; à Namala (population 553), il y avait une production moyenne de 68,06 kg/personne. Même si la moitié de la population a moins de 15 ans (voir ci-dessus), la quantité produite est nettement insuffisante. Au moment de la rédaction de ce rapport, en pleine saison de soudure, c'est clair qu'il y a des gens qui n'arrivent pas à manger à leur faim. Nos informations sur les revenus et les dépenses montrent qu'il y a des individus qui vendent le bétail pour pouvoir acheter le grain. Mais il y a d'autres avec des greniers toujours pleins ; et 9 sur nos 60 enquêtés

nous ont dit qu'ils sont satisfaits par leur production dans la campagne passée⁸. Dans ce milieu, le maïs est cultivé mais souvent mangé directement après la récolte ; donc il entre rarement dans les calculs des paysans. L'ambiguïté de ces informations indique pourquoi une étude comme celle-ci (qui suit au fur et à mesure une campagne agricole et ses résultats) est importante si on veut réellement estimer l'auto-suffisance dans ce milieu.

C'est clair que les paysans s'intéressent à la culture du coton. A Namala en 1998-99, le coton se trouvait dans 24 champs collectifs, 1 champs individuel du chef de GD, 12 champs individuels des hommes mariés, 2 champs des hommes non-mariés, et un champ de femme. La production totale était 51.051 kg. A Senko, le coton a été cultivé dans 13 champs collectifs, 2 champs individuels du chef de GD, 16 champs individuels des hommes mariés, et 3 champs individuels des hommes non-mariés. La production totale était 27.918 kg. Il paraît que les résidents de Namala s'adonnaient plus à la culture de coton et qu'ils avaient une tendance de le cultiver un peu davantage dans les champs collectifs. Les raisons pour cette différence restent à comprendre, mais à notre arrivée les paysans de Namala ont été plus contents avec la CMDT que les paysans de Senko. Etant donné la forte production de coton dans leur zone, les agents de la CMDT avaient vite payé le coton de Namala ; par contre, pendant nos premiers entretiens (en mi-avril), les paysans de Senko se sont souvent plaints parce qu'ils n'ont pas encore reçu le paiement de leur coton. Cela risque de les décourager davantage dans cette campagne. La production de coton à Namala risque aussi de baisser pendant la campagne 1999-2000, mais pour des raisons tout à fait différentes. Le retard de pluies dans cette dernière zone a amené plusieurs paysans, qui avaient semé le coton qui n'a pas germé à cause de manque de pluie, de mettre l'arachide dans ces champs.

Mais le coton n'a pas remplacé l'arachide, malgré les propos de certains. Dans les deux zones, il y avait toujours en 1998-1999 une production importante d'arachide. A Namala, l'arachide se trouvait dans 18 champs collectifs, 3 champs individuels des chefs GD, 25 champs des hommes mariés, 13 champs des hommes non-mariés, 18 champs des femmes âgées et 38 champs de femmes jeunes. L'estimation de la production totale était de 91.983 kg (dont 14.583 kg dans les champs des femmes jeunes). A Senko, l'arachide se trouvait dans 22 champs collectifs, 2 champs individuels de chef GD, 21 champs des hommes mariés, 8 champs des hommes non-mariés, 28 champs des vieilles femmes et 51 champs des femmes jeunes. L'estimation de la production totale était de 91.599 (dont 25.450 kg dans les champs des femmes jeunes).

En plus de ces trois cultures principales, les paysans cultivent d'autres espèces : la patate, le niébé, le pois de terre, le petit pois et le pastèque dans les champs collectifs ; la tomate, les oignons, les pois de terre, le niébé, le dah, le riz, le gombo dans les champs individuels. Ils ont les arbres fruitiers, surtout les manguiers (379 arbres dans 38 GD). Deux GD ont des plantations importantes de bananiers (1 GD a 170, l'autre réclame 2000). Il y a aussi quelques goyaviers, quelques orangers et citronniers, des sounsouns et les papayers.

Pour compléter les possibilités de culture, beaucoup font un peu de jardinage. Presque la moitié (28 sur 60) ont gagné de l'argent du jardinage dans la dernière campagne. Si les cultures traditionnelles restent prédominantes (28 GD cultivent la tomate, 32 l'oignon, et 29 le niébé et/ou le niébé), il y en a qui cultivaient le chou, la salade, les carottes, la betterave et les concombres.

⁸Notons que les paysans manifestent toujours une certaine réticence envers les étrangers. Les enquêteurs ont raconté que certains parmi eux disaient que leur production n'était pas aussi mauvaise que ça mais il ne faut pas le dire officiellement aux enquêteurs. Si leur production est bonne, comment est-ce qu'ils peuvent nous demander de l'aide ?

C'est une différence nette depuis 1978 quand l'équipe a supprimé les codes de cultures comme la salade parce qu'elle ne se retrouvait pas dans la zone concernée.

Dans d'autres zones, ces cultures dites secondaires amènent un apport nutritionnel aussi bien que financier à la famille. Il faut attendre les résultats de la présente étude pour voir si cela est le cas à Kita, mais il y a les indications que pour quelques-uns, c'est un apport considérable. Un homme à Namala a vendu des quantités des mangues chaque semaine dans le marché hebdomadaire pendant la saison ; à Senko, un homme a avoué avoir vendu plusieurs chargements de Benne de pastèque pendant la campagne passée. Quels sont les facteurs qui poussent les gens à se spécialiser dans ces cultures différentes ; quelles sont les ressources financières et humaines nécessaires pour développer ces activités ? Ce sont des questions qui seront répondues dans les données définitives. Mais si nous ne savons pas encore les apports exacts de ces activités, c'est sûr qu'ils sont nombreux. Il faut les prendre en compte dans la planification d'activités de développement dans la zone.

5.1.2 L'Équipement et l'Élevage.

Un autre aspect des stratégies économiques est aussi l'élevage. Les paysans utilisent le bétail comme une sorte de caisse pour faire face aux dépenses nécessaires, mais l'élevage leur offre aussi la possibilité d'autres sources de revenus. Un inventaire de bétail est en cours, mais nous avons déjà des informations sur le nombre de GD qui possèdent les animaux. Parmi les 60 GD, 47 ont des boeufs et des vaches, 19 des moutons, 36 des chèvres, 30 la volaille, 9 des ânes. En plus, 1 GD a un cheval et un élève des lapins, un autre des pintades et 2 des canards. Au total, 29 sur 60 GD ont au moins un membre qui a gagné de l'argent de la vente des produits de bétail. Les membres de 12 GD ont vendu les boeufs ou les vaches, de 11 GD de la volaille, de 10 GD les caprins, de 4 GD les ovins. Dans 6 GD, au moins un membre a vendu du lait, et dans 2 GD, les oeufs. Un GD a vendu un âne.

Si, en 1978, c'était difficile de trouver un grand nombre de gens équipés ce n'est plus le cas. Parmi les 60 GD, 35 ont un charrette, 14 des multiculteurs, 36 des semoirs, et 15 les charrettes. En 1978, l'OACV vulgarisait le multiculteur, mais c'était la charrette qui est devenue la plus courante dans la zone. L'accès aux équipements est devenu plus facile même pour ceux qui n'ont pas d'équipement, parce qu'il y a des gens qui sont prêts à louer leurs charrues et leurs boeufs.

Dans l'élevage aussi bien qu'avec les équipements, les gens trouvent les possibilités de travaux rentables et rémunérateurs. Cette partie termine le canevas des activités économiques entreprises par la population. Le dernier thème touché par ce rapport préliminaire est la perspective des habitants de la zone sur les changements vécus.

6. L'Impact des changements perçu par la population.

Un dernier thème touché par le questionnaire sur la campagne passée était l'impact des changements dans la vulgarisation agricole qui a eu lieu pendant les 20 ans passés, surtout la stagnation et puis la fermeture de l'ODIMO et l'arrivée de la CMDT. Ici aussi, nous attendons des informations plus approfondies en cours de l'enquête, mais il y a les indications dans les réponses à ce questionnaire.

A cette date, la vaste majorité des paysans se rappellent des jours de 1978, pendant les années fastes de l'OACV, avec un certain idéalisme. L'arachide se vendait bien à des prix raisonnables, etc⁹. Donc, la stagnation de l'ODIMO a été mal vue. Quant à la question de l'impact de sa disparition, personne ne le soulevait bien. Le plus souvent on évoque la chute du prix des arachides et les difficultés de les vendre. Donc, il y avait une augmentation de leurs problèmes économiques. Malgré le fait que beaucoup ont commencé de cultiver des nouvelles cultures "secondaires", telles que le fonio, le pois de terre, le pastèque, la patate, le riz, le niébé, pendant la période d'activité de l'ODIMO, personne ne reconnaissait avoir essayé d'augmenter la production de ces cultures pour faire face aux problèmes créés par la stagnation de l'ODIMO. En effet quelques-uns ont noté que les prix du mil et sorgho ont aussi baissé à côté du prix de l'arachide.

L'arrivée de la CMDT semble donc avoir comblé des attentes énormes dans la zone, des attentes qu'un seul organisme ne peut pas satisfaire lui-même. Cependant les jugements sur la CMDT sont très partagés. Il y a une partie de l'échantillon qui trouve sa présence très salutaire - contribuant à une hausse dans le niveau de vie, un meilleur accès aux équipements et à la culture attelée, des meilleures possibilités de vente des produits agricoles, le coton surtout, mais aussi des meilleurs prix pour l'arachide et le mil/sorgho. Il y a une autre partie qui s'est trouvée déçue ; estimant que la CMDT a amené la famine, le coton n'a pas été payé à temps, etc. Finalement, il y a un troisième groupe (7 chefs GD) qui dit que la CMDT n'a pas eu d'impact du tout pour eux. Parmi ces sept chefs GD, il y en a qui ont produit une grande quantité de coton aussi bien que ceux qui n'en ont pas produit. Il faut les enquêtes approfondies pour mieux apprécier leurs jugements.

Notre enquête n'est pas pourtant une enquête sur les effets de l'arrivée de la CMDT dans la zone de Kita. Notre perspective, qui insiste sur la variété des activités menées par les individus et par les groupes domestiques, est en effet opposé un regard trop restreint sur une activité ou une culture. Mais l'enquête sera obligée de voir un peu les effets de ce nouvel organisme. Etant donné notre perspective, deux questions nous intéressent davantage. D'abord, c'est clair qu'il y a un certain pourcentage des agriculteurs qui ont une stratégie de refus actif de la culture du coton. Qui sont ces gens et quelles sont leurs raisons ? Deuxièmement, quels sont les impacts secondaires de la réussite de la culture du coton (là où il avait réussi) ; les paysans parlent déjà des meilleurs prix pour le bétail, l'arachide et le mil. Quels sont les autres impacts et qui a pu bénéficier des avantages ?

7. Formulations et tentatives des stratégies économiques.

Nous terminons ce rapport avec des formulations et tentatives de stratégies économiques

⁹Une perspective contemporaine est peut-être plus nuancée. Dans cette optique, il y avait assez de discussion dans les années 1970 sur le fait que le prix d'arachide au Mali était souvent moins que dans les pays voisins, ce qui menait à un mécontentement chez les paysans qui se plaignaient aussi des hausses des prix des engrais et des équipements.

en milieu rural de Kita. Au début, nous avons proposé qu'il y aura des différentes stratégies économiques, c'est-à-dire des combinaisons différentes des activités parmi les GD soit des différentes combinaisons d'activités au niveau d'un seul individu, soit des différents individus du GD avec des activités complémentaires et différentes.

Une première catégorie différencie ceux qui utilisent l'agriculture comme l'activité clé et les autres activités comme les activités complémentaires ; c'est la plupart des gens de la zone. Mais il y a aussi une minorité importante pour qui une activité non-agricole est l'activité clé et l'agriculture sert comme complément. Les cas les plus notables sont les quelques professionnels qui se retrouvent au village - les infirmiers ou les enseignants. Mais il y a aussi les artisans qui se retrouvent dans cette catégorie ; il y a au moins un forgeron qui passe beaucoup plus de temps à sa forge que dans ses champs. Il y a aussi les bergers, un maître coranique et quelques commerçants.

Pour ceux qui considèrent l'agriculture comme l'activité principale, l'attitude envers la culture du coton sert à faire la différence entre plusieurs catégories de cultures. Comme nous avons noté tout de suite, il y en a qui ont refusé la culture de coton et ceux qui ont commencé à le cultiver de façon significative. Il y a aussi ceux qui cultivent un peu de coton, mais qui continuent à cultiver à côté une gamme de cultures traditionnelles.

Une deuxième ligne de différenciation en ce qui concerne l'agriculture est le rôle des cultures dites secondaires, comme le pastèque, la patate, etc. Il paraît qu'un impact de l'arrivée de la CMDT était l'abandon de ces cultures. Très peu ont abandonné les cultures principales de mil/sorgho et arachide (quoique plusieurs gens ont diminué la quantité produite), mais les cultures secondaires sont plus à risque chez quelques-uns. Par contre, il y a d'autres qui ont profité d'un niveau de vie plus élevé chez les consommateurs pour rendre rentable le jardinage et le maraîchage.

Une dernière perspective sur les stratégies économiques sera d'analyser les activités des différents individus dans le GD et leur complémentarité. Les hommes et les femmes continuent à mener les activités économiques assez séparées. Est-ce qu'un changement d'activités chez les hommes mène aux changements chez les femmes ou vice versa ? C'est de même chez les aînés et les jeunes hommes. Il y a des GD qui ont pu garder leurs jeunes (et leur force de travail) chez eux ; dans d'autres GD, la quasi-totalité des jeunes non-mariés ont quitté la famille pour le navetanat ailleurs ou d'autres travaux. Quels sont les caractéristiques qui différencient entre ceux qui pouvaient garder les jeunes et ceux qui les perdaient ?

La prochaine étape sera d'utiliser les données de l'enquête proprement dite, d'approfondir les différences parmi les GD qui suivent les stratégies différentes. Nous comptons suivre trois lignes associées.

- Premièrement, quels sont les facteurs qui favorisent l'adoption d'une stratégie ou une autre ? Quels sont les caractéristiques de ceux qui ont choisi une stratégie ou une autre ?

- Deuxièmement, quel est l'impact au niveau de vie du choix d'une stratégie ou une autre ? Est-ce qu'il y a des stratégies qui sont plus efficaces ou plus rentables que d'autres ? Est-ce qu'il faut un certain niveau ou type de ressources pour en profiter des options plus rentables ?

- Troisièmement, dans quelle mesure est-ce que les résultats suggèrent les modifications dans les stratégies de développement, surtout si l'objectif est d'améliorer le niveau de vie des plus

démunis ?

Ce rapport se termine avec assez de questions à poser sans les données définitives. Nous n'offrons ici qu'un canevas préliminaire avec les hypothèses qui l'accompagnent. Mais nous avons envie de partager ces résultats très préliminaires dans l'espoir de commencer une discussion sur des perspectives variées sur le développement en zone rurale. Nous pensons que ces résultats préliminaires devraient encourager les gens à réfléchir sur des stratégies qui prennent en compte des activités agricoles aussi bien que l'agriculture, qui prennent en compte des cultures et activités secondaires aussi bien que primaires.

BIBLIOGRAPHIE

Fleming, Allen. 1981. "Agricultural Production and the Use of Labor in Alternative Enterprises in the Circle of Kita, Mali". M.S. Thesis in Agricultural Economics, Purdue University.

Fleming, Martha Doerpinghaus. 1979. "Women's Activities in the Kita Zone, Republic of Mali." Final Report, West Africa Projects. West Lafayette, IN : Purdue University Dept. of Agricultural Economics.

Koenig, Dolores. 1979. "Socio-economic Study in the Kita Region". Proceedings of the 1st Workshop on Sahelian Agriculture. Dept. of Agricultural Economics, Purdue University.

----- . 1980. "Household Behavior in the Region of Kita and Its Relationship to Agricultural Change ". Proceedings of the 2nd Workshop on Sahelian Agriculture. Dept.of Agricultural Economics, Purdue University.

----- . 1986a. "Research for Rural Development: Experiences of an Anthropologist in Rural Mali". In *Anthropology and Rural Development in West Africa*, ed. by M. Horowitz and T. Painter, pp. 29-60. Boulder, CO : Westview.

----- . 1986b. "Social Stratification and Labor Allocation in Peanut Farming in the Rural Malian Household". *African Studies Review* 29(3):107-127.

----- . 1988. "Changing from Peanut to Millet: The Problem of Labor Availability." *Culture and Agriculture* 36:9-15.

ANNEXES

The figure is not available electronically
Le chiffre n'est pas disponible.

Tableaux

Tableau 1 : Niveau de Scolarité, Hommes de Senko

Niveau	Hommes Adultes	Actifs Economiques < 18 ans	Non-Actifs Economiques 6-17 ans	Absents
Pas d'Instruction	53,8%	33,9%	53,3%	34,8%
Alphabetisation Fonctionelle	5,9%	1,8%	0	1,5%
Ecole Coranique	10,9%	5,4%	0	7,6%
Première Cycle	26,1%	58,9%	46,7%	31,8%
DEF	1,7%	0	0	10,6%
BAC	1,7%	0	0	7,8%
Etudes Supérieurs	0	0	0	6,1%
Inconnu	0	0	0	0
Total Effectif	N = 119	N = 56	N = 30	N = 66

Tableau 2 : Niveau de Scolarité, Hommes de Namala

Niveau	Hommes Adultes	Actifs Economiques < 18 ans	Non-Actifs Economiques 6-17 ans	Absents
Pas d'Instruction	63,3%	41,2%	72,2%	59,0%
Alphabetisation Fonctionelle	11,9%	0	0	6,1%
Ecole Coranique	13,8%	11,1%	2,8%	12,1%
Première Cycle	9,2%	47,6%	25,0%	20,0%
DEF	0	0	0	0
BAC	0,9%	0	0	0
Etudes Supérieurs	0	0	0	0
Inconnu	0,9%	0	0	3,0%
Total Effectif	N = 107	N = 63	N = 36	N = 66

Tableau 3 : Niveau de Scolarité, Femmes de Senko

Niveau	Femmes Adultes	Actives Economiques < 18 ans	Non-Actives Economiques 6-17 ans	Absentes
Pas d'Instruction	91,4%	54,8%	70,0%	51,6%
Alphabetisation Fonctionelle	0	0	0	0
Ecole Coranique	1,3%	0	0	3,2%
Première Cycle	7,2%	45,2%	30,0%	35,5%
DEF	0	0	0	0
BAC	0	0	0	0
Etudes Supérieurs	0	0	0	6,5%
Inconnu	0	0	0	3,3%
Total Effectif	N = 152	N = 42	N = 40	N = 31

Tableau 2 : Niveau de Scolarité, Femmes de Namala

Niveau	Femmes Adultes	Actives Economiques < 18 ans	Non-Actives Economiques 6-17 ans	Absentes
Pas d'Instruction	89,3%	85,3%	91,2%	66,7%
Alphabetisation Fonctionelle	2,7%	0	0	0
Ecole Coranique	2,7%	0	0	4,2%
Première Cycle	5,5%	14,7%	8,8%	25,0%
DEF	0	0	0	0
BAC	0	0	0	0
Etudes Supérieurs	0	0	0	0
Inconnu	0	0	0	4,2%
Total Effectif	N = 150	N = 34	N = 34	N = 24

Tableau 5 Production de l'Arachide et du Coton, 1998-1999

Propriétaire du Champ	Namala				Senko			
	Arachide		Coton		Arachide		Coton	
	N	Prod en Kg	N	Prod en Kg	N	Prod en Kg	N	Prod en Kg
Champs Collectifs	18	34.400	24	39.241	22	27.800	13	17.628
Chefs - Champs Privés	3	500	1	40	0	0	2	924
Hommes Mariés	25	25.900	12	10.757	21	19.149*	16	7.316*
Hommes Non-Mariés	13	5.800	2	440	8	5.300	3	2.050
Femmes Agées	18	8.200	0	0	28	10.400	0	0
Femmes Jeunes	38	14.583	1	113	51	25.450	0	0

N = nombre qui cultive la culture; * la production actuelle est un peu supérieure parce que ce chiffre comprend un à plusieurs cas où la quantité produite est inconnue.